

**Arrêté**  
**concernant l'utilisation du fonds communal**  
**pour l'énergie**  
**(Du 29 janvier 2018)**

Vu le règlement communal concernant l'exécution de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL), du 25 janvier 2017, et la création d'un fonds communal pour l'énergie, du 11 décembre 2017,

Le Conseil communal de la Ville de Neuchâtel,

**a r r ê t e :**

**I. Dispositions générales**

**But**                    Article premier.- Le présent arrêté définit les modalités d'utilisation du fonds destiné à soutenir des projets visant à économiser de l'énergie, à améliorer l'efficacité énergétique ou à promouvoir les énergies renouvelables.

**Bénéficiaires**     Art. 2.- <sup>1</sup> Peuvent bénéficier d'une subvention les personnes physiques et morales, les industries, les entreprises, les PPE, les coopératives ainsi que les collectivités publiques fédérale, cantonale ou communale.

<sup>2</sup> Aucune subvention n'est accordée pour des mesures rendues obligatoires par la loi cantonale sur l'énergie.

**Répartition et distribution des subventions**     Art. 3.- <sup>1</sup> Toutes mesures visant à économiser l'énergie ou à améliorer l'efficacité énergétique, à promouvoir les énergies renouvelables ou à former, informer ou sensibiliser dans le domaine de l'énergie peuvent faire l'objet d'une demande de subvention.

<sup>2</sup> Les aides financières du fonds communal pour l'énergie distribuées aux bénéficiaires privés et publics visent une répartition équilibrée dans la durée.

<sup>3</sup> Les aides financières du fonds communal pour l'énergie destinées à des mesures d'économie d'énergie et à la production d'énergie renouvelable visent une répartition équilibrée dans la durée.

<sup>4</sup> Les subventions communales sont cumulables aux subventions cantonale et fédérale.

**Informations** Art. 4.- <sup>1</sup> Chaque année, le Conseil communal informe la Commission des énergies du Conseil général sur l'utilisation du fonds communal pour l'énergie au cours de l'année écoulée et propose d'éventuelles adaptations à apporter aux conditions d'octroi des différentes subventions.

<sup>2</sup> Le Conseil communal communique le bilan du fonds communal pour l'énergie dans son rapport de gestion.

## **II. Actions subventionnables**

**Mesures éligibles pour une subvention communale**

Art. 5. Les actions ou installations pouvant bénéficier d'une subvention communale sont :

- a) les installations solaires photovoltaïques,
- b) les installations solaires thermiques,
- c) l'isolation thermique des bâtiments,
- d) les mesures d'efficacité énergétiques dans les industries et les entreprises,
- e) des mesures d'assainissement de bâtiments ou d'installations communales, des mesures exemplaires prises sur des bâtiments ou des installations communales ainsi que des actions prises dans le domaine de la mobilité,

- f) toute autre mesure visant à sensibiliser ou à promouvoir les économies d'énergie, l'efficacité énergétique ou la production d'énergie renouvelable.

**a) Installations solaires photovoltaïques**

**Installations subventionnables**

Art. 6.-<sup>1</sup> La subvention est octroyée pour des installations d'une puissance de crête supérieure à 1 kWc.

<sup>2</sup> La subvention communale est versée cumulativement à la subvention fédérale définie selon le système de la rétribution unique (installations ayant le droit à l'autoconsommation).

<sup>3</sup> Aucune subvention n'est versée pour les installations dont la production d'électricité solaire est vendue en dehors du réseau de distribution local ou bénéficiant d'une subvention selon le système de la rétribution à prix coûtant (RPC) ou équivalent.

<sup>4</sup> Aucune subvention n'est accordée pour les installations rendues obligatoires par la loi cantonale sur l'énergie (constructions nouvelles ou assainissement).

**Montant de la subvention**

Art. 7.-<sup>1</sup> Le montant de la subvention est calculé en fonction de la puissance de crête de l'installation et correspond à 500 francs/ kWc.

<sup>2</sup> Le montant maximum de la subvention octroyée aux personnes physiques et morales, aux PPE ou aux coopératives d'habitations est de 10'000 francs par installation. Pour les coopératives solaires, le montant maximum de la subvention est de 50'000 francs par installation.

<sup>3</sup> Une coopérative solaire a droit à la subvention communale aux deux conditions cumulatives suivantes :

- 1) l'intégralité de l'énergie solaire produite par l'installation doit être comptabilisée au niveau du territoire communal,

2) 51% au moins des membres de la coopérative doivent être domiciliés sur le territoire de la ville de Neuchâtel (personnes physiques ou morales).

<sup>4</sup> Un propriétaire d'immeubles ne peut demander une subvention que pour cinq bâtiments au maximum par année.

**Demande de subvention**

Art. 8 <sup>1</sup> Toute installation de capteurs solaires photovoltaïques doit faire l'objet d'une annonce à l'autorité compétente, voire une demande d'autorisation de construire lorsque l'installation se trouve dans une zone à protéger ou est située sur un bien culturel ou dans un site naturel d'importance cantonale ou nationale.

<sup>2</sup> La demande doit être accompagnée du formulaire EN-NE61 ainsi que de ses annexes et sont adressés au Service des permis de construire de la Ville de Neuchâtel.

<sup>3</sup> Ce dossier fait également office de demande de subvention communale.

**Octroi**

Art. 9.- La décision d'octroi de la subvention fait l'objet d'une communication écrite. Si l'installation solaire photovoltaïque n'est pas réalisée dans un délai de deux ans à partir de la décision d'octroi de la subvention, le droit à la subvention s'éteint.

**Mise en service de l'installation**

Art. 10.- <sup>1</sup> Après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire transmet à la direction de l'urbanisme et de l'environnement le procès-verbal de mise en service de l'installation.

<sup>2</sup> Le procès-verbal indiquera en particulier le type de cellules solaires mises en place, leur surface ainsi que la puissance de crête effectivement installée.

## **b) Installations solaires thermiques**

<b>Montant de la subvention</b>	<p><u>Art. 11.</u>-<sup>1</sup> Le montant de la subvention est calculé en fonction de la puissance de l'installation et correspond à 500 francs par kW installé.</p> <p><sup>2</sup> Le montant maximum de la subvention octroyée est de 20'000 francs par installation.</p>
<b>Demande de subvention</b>	<p><u>Art. 12.</u><sup>1</sup> Toute installation de capteurs solaires thermiques doit faire l'objet d'une annonce à l'autorité compétente, voire une demande d'autorisation de construire lorsque l'installation se trouve dans une zone à protéger ou est située sur un bien culturel ou dans un site naturel d'importance cantonale ou nationale.</p> <p><sup>2</sup> La demande doit être accompagnée du formulaire EN-NE61 et de ses annexes qui sont adressés au Service des permis de construire de la Ville de Neuchâtel.</p> <p><sup>3</sup> Ce dossier fait également office de demande de subvention communale.</p> <p><sup>4</sup> Un propriétaire d'immeubles ne peut demander une subvention que pour cinq bâtiments au maximum par année.</p>
<b>Octroi</b>	<p><u>Art. 13.</u>- la décision d'octroi de la subvention fait l'objet d'une communication écrite. Si l'installation solaire thermique n'est pas réalisée dans un délai de deux ans à partir de la décision d'octroi de la subvention, le droit à la subvention s'éteint.</p>
<b>Mise en service de l'installation</b>	<p><u>Art. 14.</u>-<sup>1</sup> Après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire transmet à la direction de l'urbanisme et de l'environnement le procès-verbal de mise en service de l'installation.</p> <p><sup>2</sup> Le procès-verbal indiquera en particulier le type de panneaux solaires mis en place, leur surface ainsi que la puissance effectivement installée.</p>

### **c) Isolation thermique des bâtiments**

**Demande de subvention** Art. 15.-<sup>1</sup> Lors de l'octroi d'une subvention fédérale du Programme Bâtiments pour des mesures d'isolation thermique apportées à un bâtiment, le Service cantonal de l'énergie et de l'environnement (SENE) transmet de manière automatique la décision au Service des permis de construire de la Ville. Ce document fait alors office de demande de subvention communale.

**Octroi** Art. 16.- Le montant de la subvention communale se monte à 15% de la subvention allouée par la Confédération par son Programme Bâtiments.

**Avis d'achèvement des travaux** Art. 17.-<sup>1</sup> Après l'achèvement des travaux, le bénéficiaire transmet à la direction de l'urbanisme et de l'environnement une copie de l'avis de versement de la subvention du Programme Bâtiments établi par le SENE.

<sup>2</sup> Un propriétaire d'immeubles ne peut demander une subvention que pour cinq bâtiments au maximum par année.

### **d) Efficacité énergétique dans les entreprises et les industries**

**Conditions d'octroi** Art. 18.- Toute entreprise ou industrie qui justifie, selon le modèle de la convention d'objectifs universelle de la Confédération, de la mise en œuvre de mesures permettant de réduire la consommation d'électricité de son site de plus de 5% se voit attribuer une subvention communale.

**Montant de la subvention** Art. 19.-<sup>1</sup> Si l'efficacité des mesures entreprises permet de réduire de 10% ou plus la consommation d'électricité de l'ensemble du site du consommateur, le montant de la subvention communale correspond à la redevance communale à vocation énergétique effectivement payée par le consommateur au cours de l'année écoulée. La subvention est acquise sur une période de 3 ans.

<sup>2</sup> Si l'efficacité des mesures entreprises permet de réduire entre 5 et 10% la consommation d'électricité de l'ensemble du site du consommateur, le montant de la subvention communale correspond à la moitié de la redevance communale à vocation énergétique effectivement payée par le consommateur au cours de l'année écoulée. La subvention est acquise sur une période de 3 ans.

**e) Assainissement de bâtiments ou d'installations communales et mesures exemplaires communales**

**Planification**

Art. 20.- <sup>1</sup> Chaque année, sur proposition de la direction de l'urbanisme, le Conseil communal définit dans la planification des investissements les bâtiments ou les installations communales qui bénéficieront d'un soutien du fonds communal pour l'énergie et il fixe les montants des aides octroyées. Il en est de même pour des actions dans le domaine de la mobilité proposées par la direction de la mobilité.

**f) Autres mesures**

**Divers**

Art. 21.- <sup>1</sup> Le montant et les conditions d'octroi pour toute autre demande de subvention communale pour des actions visant à promouvoir les économies d'énergie ou la production d'énergie renouvelable sont fixés par le Conseil communal, sur proposition du groupe « Cité de l'énergie », présidé par le délégué à l'énergie.

<sup>2</sup> Le prix Cité de l'énergie, organisé tous les deux ans, est financé à hauteur de 20'000 francs par le fonds communal pour l'énergie. Le Conseil communal décerne le prix aux lauréats qui auront été désignés par le jury constitué du groupe « Cité de l'énergie », présidé par le délégué à l'énergie.

### **III. Versement**

**Versement**      Art. 22.- La subvention est créditée sur le compte désigné par le bénéficiaire, dans les 30 jours suivant l'annonce de la mise en place du dispositif ou de la mesure pour autant que les conditions du présent arrêté soient remplies et que la dotation du fonds soit suffisante.

### **IV. Dispositions transitoires**

**Dispositions transitoires**      Art. 23.-<sup>1</sup> Le montant du solde du fonds solaire photovoltaïque au 31 décembre 2017 qui a été transféré dans le fonds communal pour l'énergie sera intégralement destiné au soutien d'installations solaires photovoltaïques.

<sup>2</sup> Le montant du solde du crédit d'engagement attribué dans le cadre du rapport 16-020 Cité de l'énergie 7<sup>ème</sup> étape destiné à subventionner l'isolation thermique des bâtiments privés ou publics situés sur le territoire communal sera intégralement dédié à des aides financières pour la réalisation de mesures d'isolation thermique de bâtiment.

### **V. Dispositions finales**

**Abrogation**      Art. 24.- L'arrêté concernant l'utilisation du fonds destiné à subventionner des installations solaires photovoltaïques privées sur le territoire communal, du 16 décembre 2015, est abrogé.

**Application et entrée en vigueur**      Art. 25.- La Direction de l'urbanisme est chargée de l'application du présent arrêté, qui entre en vigueur rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

*Sanctionné par arrêté du Conseil d'Etat du 26 mars 2018*